

Le parti de Kabila le juge “trop jeune pour la retraite”

Congo-Kinshasa Le maintien de Kabila au pouvoir passera par le dialogue ou le référendum.

Le parti au pouvoir l'a avoué rondement, samedi dernier, par la voix du secrétaire général du parti présidentiel (PPRD) Henri Mova, ex-ambassadeur à Bruxelles. A l'issue d'une marche de 5 000 personnes réunies à Kinshasa par le PPRD pour célébrer le 45^e anniversaire de Joseph Kabila – car le temps est passé où ce dernier évitait le culte de sa personne – M. Mova a proclamé qu'à cet âge, le chef de l'Etat était *“trop jeune pour aller à la retraite”*.

En attendant le Dialogue

Et de réaffirmer l'attachement de son parti au *“Dialogue”* appelé depuis plus d'un an par M. Kabila sans effet. Car, si beaucoup en appuient l'idée, chaque camp le conçoit différemment.

Pour la plus grande partie de l'opposition, c'est une nouvelle manœuvre pour maintenir Joseph Kabila au pouvoir. Ils appellent celui-ci à d'abord mettre en œuvre les résolutions adoptées au dernier conclave de ce type (Concertations nationales de 2013) et refusent de participer à sa réédition.

L'UDPS d'Etienne Tshisekedi appelle à participer au *“dialogue”*. Mais, pour elle, ce dernier est destiné à *“régler le contentieux de 2011”* (les élections de cette année-là, frauduleuses, ne permettent pas de dire qui, de Kabila et Tshisekedi, a gagné la présidentielle mais chaque camp a proclamé son can-

didat vainqueur). Il faut aussi s'entendre sur *“un processus électoral crédible”* qui nécessitera une transition. Selon l'UDPS, celle-ci doit être dirigée par Etienne Tshisekedi – bien que ce ne soit pas ce que prévoit la Constitution. Pour l'UDPS, il n'est pas question de prolonger Joseph Kabila au pouvoir.

Faire sauter l'article 220

L'Onu, l'Union africaine, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Union européenne sont pour un *“dialogue”*, elles aussi, en vue d'élections *“apaisées”*, ont-elles répété lundi. L'Onu et l'UE semblent avoir laissé tomber les mots *“dans les délais constitutionnels”* (soit une présidentielle en novembre 2016 au plus tard) qui accompagnaient toujours, jusqu'ici, l'expression de cette position.

Bref, c'est l'impasse. *“Si vous ne passez pas par ce dialogue, en face de vous il y a le peuple et le peuple souverain s'exprime au travers d'un mode de scrutin universellement connu, c'est le référendum”*, a dit Henri Mova samedi. Et d'expliquer

que les kabilistes étaient prêts à en organiser un, à l'exemple du Congo-Brazzaville (où sa régularité a été contestée) et du Rwanda. Il s'agirait, selon le journal *“Le Phare”*, de *“faire sauter le verrou de l'article 220 de la Constitution”*, qui interdit toute modification de la loi fondamentale, notamment sur les articles touchant au *“nombre et à la durée des mandats”* présidentiels.

Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, arrive le 19 décembre 2016 à la fin de son second et dernier mandat, selon la Constitution.

Marie-France Cros

L'article 220 interdit toute modification de la Constitution sur “le nombre et la durée des mandats” présidentiels.

L'UDPS réunit l'opposition en conclave à Genval

Annoncé le 27 mai par l'UDPS à Bruxelles, le conclave de l'opposition congolaise organisé par le parti d'Etienne Tshisekedi doit s'ouvrir ce mercredi pour deux jours au Château du Lac à Genval. Selon les déclarations à *“La Libre Belgique”* de Félix Tshisekedi, secrétaire national aux Relations extérieures du parti, les participants – *“une centaine de personnes”* – ont pris à leur charge le coût du voyage et de leur logement *“et nous nous chargeons de la location du lieu”*.

Malgré les divisions de l'opposition congolaise, une grande partie de celle-ci devrait être présente à Genval. Parmi les figures annoncées les plus connues, on compte Moïse Katumbi, l'ex-gouverneur du Katanga, candidat à la présidence accusé de recrutement de *“mercenaires”* et libéré pour soins à l'étranger; Gabriel Kyungu, ex-président de l'assemblée provinciale du Katanga (qui a serré la main à Tshisekedi pour la première fois depuis qu'il déclencha les pogroms anti-Kasaiens de 1992); Charles Mwando et Olivier Kamitatu, chefs, comme le précédent, du G7 (partis dissidents de la majorité présidentielle

opposés à une prolongation inconstitutionnelle de Joseph Kabila à la présidence); Martin Fayulu, candidat à la présidence.

On note cependant l'absence du MLC de Jean-Pierre Bamba (dont la secrétaire générale, Eve Bazaïba, a été blessée par balle lors de la répression de la manifestation d'opposition à Kinshasa le 26 mai) et de l'UNC de Vital Kamerhe – qui semble ne pas être unanime sur ce point puisqu'un membre de ce parti est annoncé à Genval.

La délégation de l'UDPS venue de Kinshasa comprendra le secrétaire général Bruno Mavungu, *“mais certains membres n'ont pas reçu le visa”*, précise Félix Tshisekedi.

L'ordre du jour *“n'est pas encore fixé; il doit être proposé aux participants”*, nous a précisé Félix Tshisekedi. *“Il est question de se mettre d'accord sur un front commun d'opposition et sur des actions communes. Il faut rassembler l'opposition, arrêter de tirer chacun dans un sens différent.”* Une déclaration finale est annoncée pour jeudi.

MFC